



COMMUNAUTÉ DE LA
RIVIERA FRANÇAISE



SYNTHESE DU BUDGET PRIMITIF 2022
BUDGET PRINCIPAL

NOTE PRESENTATION – BUDGET PRIMITIF 2022 – BUDGET PRINCIPAL

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le présent document répond à cette obligation pour le budget principal de la CARF.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2022. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité.

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Par cet acte, le Président, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget est structuré par deux sections : d'un côté, la section de fonctionnement pour la gestion des affaires courantes ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir et est liée aux projets de la CARF sur ces différentes compétences.

Le budget 2022 a été réalisé sur les bases du rapport d'orientations budgétaires présenté le 28 mars 2022.

1. Résultats budgétaires 2021

<i>Fonctionnement</i>	DEPENSES	RECETTES
Réalisation de l'exercice	59 656 699,53 €	60 553 987,96 €
Solde d'exécution	897 288,43 €	
Report de l'exercice n-1		4 040 175,98 €
Résultat de clôture	4 937 464,41 €	

<i>Investissement</i>	DEPENSES	RECETTES
Réalisation de l'exercice	12 806 723,68 €	5 305 799,18 €
Solde d'exécution	- 7 500 924,50 €	
Report de l'exercice n-1		789 690,67 €
Résultat de clôture	- 6 711 233,83 €	
RAR à reporter en n+1	1 825 507,41 €	99 780,00 €
Solde des RAR	- 1 725 727,41 €	
Besoin en financement ?	- 8 436 961,24 €	



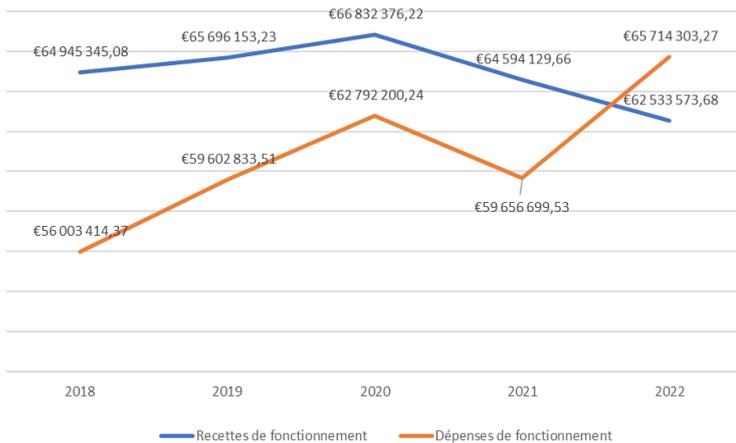
Le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire. En revanche, la section d'investissement est déficitaire. Dans ce cas, pour l'exercice 2022, l'excédent de fonctionnement devra couvrir en priorité le déficit d'investissement (besoin de financement).

2. Le contexte d'élaboration budgétaire : un budget impacté par le résultat budgétaire de l'exercice 2021

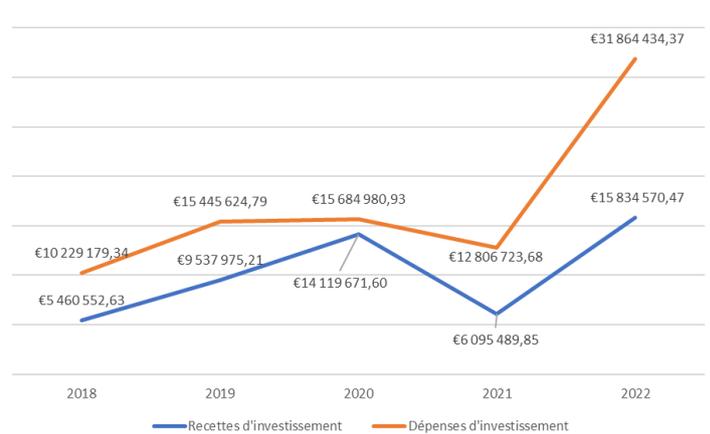
Le résultat budgétaire de l'exercice 2021 impacte à la fois :

- La section de fonctionnement pour laquelle tout l'excédent (qui était sur l'exercice précédent une recette importante de fonctionnement) doit servir à couvrir le besoin de financement en investissement ;
- La section d'investissement qui, avec le cumul du déficit reporté et du solde négatif des restes à réaliser, part avec un besoin de financement de 8,4 M€.

Face à ces problématiques, des leviers doivent être mobilisés de manière urgente. En effet, sans prise en compte de ces difficultés et de l'urgence d'y répondre, les sections de fonctionnement et d'investissement prévisionnelles ne pouvaient être en équilibre :



Un manque de 3,2 M€ en fonctionnement



Un manque de 16 M€ en investissement

Afin de répondre à ces problématiques, des actions concrètes doivent être mises en œuvre. Dans cette optique, deux importantes mesures ont été décidées :

- **La mise en œuvre de la part additionnelle de la taxe foncière bâtie : depuis sa création, la CARF n'a pas instauré de part intercommunale sur cette taxe. Au regard de la situation budgétaire, le taux de cette dernière passera à 4% et ce dès l'année 2022. Cette action permettra de lever une recette de 5,9 M€ ;**
- **Le recours à l'emprunt : la capacité de désendettement du budget principal étant à ce jour de 5,46 ans, le recours à l'emprunt peut être envisagé. Un emprunt de 10 M€ permettra de financer une partie des investissements sans dégrader considérablement la capacité de désendettement de la CARF.**

Nb. Même si le recours à l'emprunt et à la fiscalité permet de répondre en partie à la problématique budgétaire, il ne faut pas négliger de nombreux autres leviers qui viendront compléter ces premières actions. En effet, de nombreuses actions tant pour maîtriser les dépenses (mutualisation, travail sur les charges de structure, rationalisation de certaines politiques publiques...) que rationaliser les recettes (optimisation des bases de la fiscalité, réajustement des recettes existantes...) sont à travailler.

3. La section de fonctionnement - Prévisionnel 2022

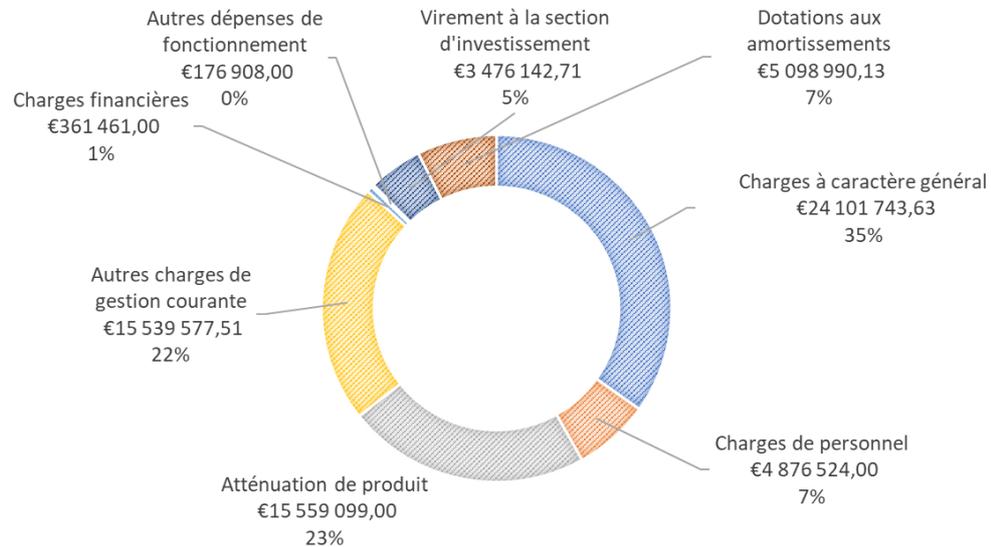
La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent du service.

3.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont constituées :

- Des dépenses de personnel ;

- Des charges à caractère général : prestations de service, carburants, énergie, petit équipement, assurances... ;
- Du remboursement des intérêts de la dette ;
- Des atténuations de produits : attributions de compensation, FNGIR, reversement divers... ;
- Des autres charges de gestion courante : subventions aux associations, subventions aux budgets annexes (Transport) ou autres établissements publics locaux (OTC), indemnités des élus... ;
- Les autres dépenses de fonctionnement : annulation de titres sur exercice antérieur.



On constate une augmentation globale des dépenses de fonctionnement, principalement :

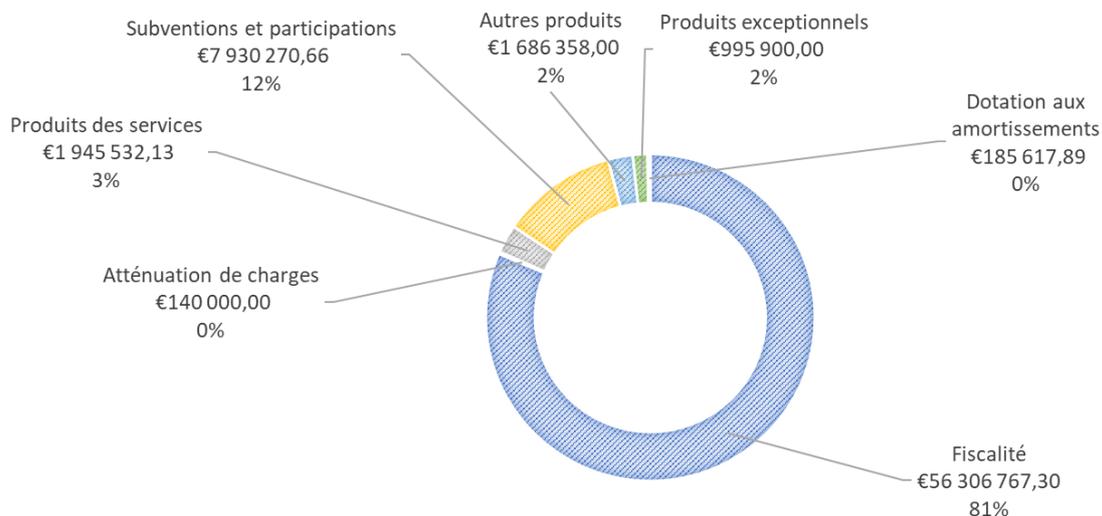
- L'augmentation des charges à caractères générales est liée à l'augmentation mécanique de plusieurs contrats et notamment au niveau de la gestion des ordures ménagère pour 2,7 M€.
- L'augmentation des ressources humaines est le fruit à la fois d'un besoin et d'une volonté de renforcer les services et d'un effet mécanique lié au statut de la fonction publique territoriale.
- De plus, la mise en place de la taxe sur le foncier bâti permet de générer des recettes et de reverser une partie en investissement pour financer les différents projets.

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
Charges à caractère général	19 295 970,84 €	21 549 595,10 €	21 646 631,27 €	19 760 171,51 €	24 101 743,63 €	4 341 572,12 €
Charges de personnel	3 749 039,57 €	4 152 152,61 €	4 385 513,30 €	4 358 128,21 €	4 876 524,00 €	518 395,79 €
Atténuation de produit	20 471 984,61 €	20 083 607,00 €	16 418 601,54 €	15 894 776,54 €	15 559 099,00 €	-335 677,54 €
Autres charges de gestion courante	9 082 226,79 €	10 088 559,89 €	16 003 491,37 €	14 992 521,81 €	15 539 577,51 €	547 055,70 €
Charges financières	257 221,27 €	322 751,45 €	358 221,93 €	352 887,91 €	361 461,00 €	8 573,09 €
Autres dépenses de fonctionnement	114 164,01 €	50 704,39 €	24 390,89 €	78 033,24 €	176 908,00 €	98 874,76 €
Dotations aux amortissements	3 032 807,28 €	3 355 463,07 €	3 955 349,94 €	4 220 180,31 €	5 098 990,13 €	878 809,82 €
Virement à la section d'investissement	- €	- €	- €	- €	3 476 142,71 €	3 476 142,71 €
Total	56 003 414,37 €	59 602 833,51 €	62 792 200,24 €	59 656 699,53 €	69 190 445,98 €	9 533 746,45 €

3.2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes sont constituées :

- Des produits des contributions directes : taxe d'habitation, taxe foncière...
- Des recettes liées à la fiscalité :
 - Transférée : CVAE, TASCOM, IFER...
 - Indirecte : (GEMAPI, Fraction de TVA, TEOM...);
- Des dotations : DGF, compensation fiscales ; subventions...;
- Des autres recettes d'exploitation : produits des services, du domaine et ventes diverses, remboursement de personnel (MAD et Budgets annexes), revenus des immeubles...



On constate une augmentation globale des recettes de fonctionnement, cette dernière est liée majoritairement à la fiscalité : la mise en place de la taxe sur le foncier bâti mais également l'augmentation de certaines bases comme celle sur de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ou de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
Résultat reporté	4 663 147,60 €	4 444 827,45 €	3 738 319,72 €	4 040 175,98 €	- €	-4 040 175,98 €
Fiscalité	45 270 265,00 €	46 102 826,00 €	46 845 536,00 €	48 830 807,00 €	56 306 767,30 €	7 475 960,30 €
Atténuation de charges	150 420,24 €	215 868,82 €	194 746,68 €	227 357,03 €	140 000,00 €	-87 357,03 €
Produits des services	1 760 219,47 €	1 878 825,41 €	1 668 423,72 €	1 597 149,41 €	1 945 532,13 €	348 382,72 €
Subventions et participations	8 789 542,60 €	8 498 005,50 €	8 351 870,21 €	7 953 958,27 €	7 930 270,66 €	-23 687,61 €
Autres produits	1 716 825,94 €	1 404 819,60 €	1 317 754,74 €	1 492 034,14 €	1 686 358,00 €	194 323,86 €
Produits exceptionnels	52 229,65 €	5 267,57 €	75 620,00 €	303 930,09 €	995 900,00 €	691 969,91 €
Dotations aux amortissements	2 542 694,58 €	3 145 712,88 €	4 640 105,15 €	148 718,00 €	185 617,89 €	36 899,89 €
Recettes de fonctionnement	64 945 345,08 €	65 696 153,23 €	66 832 376,22 €	64 594 129,66 €	69 190 445,98 €	4 596 281,78 €

3.3. Répartition des recettes et des dépenses de fonctionnement par service

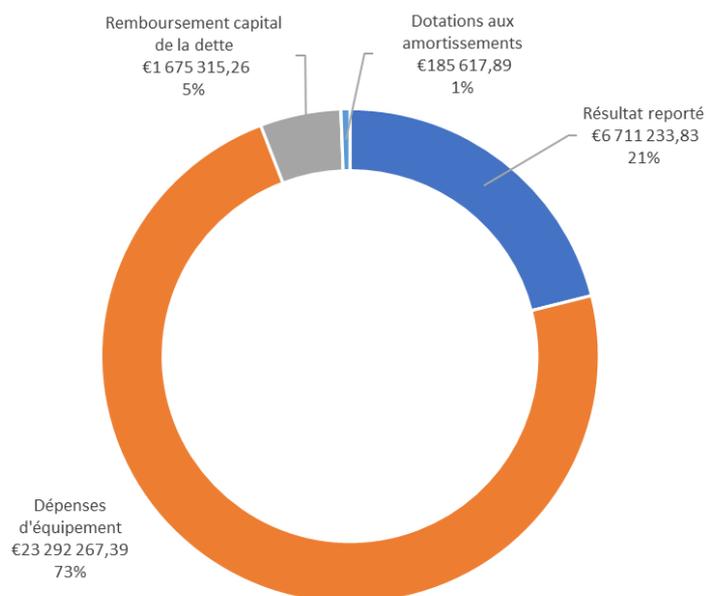
Il est intéressant de regarder le besoin de financement en fonctionnement par service. On peut constater que les subventions au budget transports urbains et à l'Office communautaire représentent plus de 10 M€.

Dépenses			Services	Recettes			Besoin de financement
2021	2022	Evolution		2021	2022	Evolution	
122 180,59 €	211 655,00 €	89 474,41 €	Agriculture	118 063,50 €	165 497,17 €	47 433,67 €	- 46 157,83 €
247 298,16 €	418 000,00 €	170 701,84 €	Fourrière automobile	173 200,47 €	275 000,00 €	101 799,53 €	- 143 000,00 €
265 334,91 €	308 808,00 €	43 473,09 €	Communication		9 308,00 €	9 308,00 €	- 299 500,00 €
25 630,92 €	290 560,00 €	264 929,08 €	Coopération transfrontalière		246 873,74 €	246 873,74 €	- 43 686,26 €
255 000,00 €	205 000,00 €	- 50 000,00 €	Développement économique				- 205 000,00 €
222 931,72 €	425 000,00 €	202 068,28 €	Eaux pluviales	195 184 €	195 184 €		- 229 816,00 €
130 678,36 €	377 700,00 €	247 021,64 €	Gemapi	4 064 541,00 €	4 064 541,00 €		3 686 841,00 €
14 999,98 €	316 546,00 €	301 546,02 €	Habitat	12 488,00 €	188 134,00 €	175 646,00 €	- 128 412,00 €
42 515,22 €	40 000,00 €	2 515,22 €	Hydrants				- 40 000,00 €
22 056,20 €	30 000,00 €	7 943,80 €	Natura Mer	- 1 046,00 €	2 500,00 €	3 546,00 €	- 27 500,00 €
6 878,36 €	20 091,00 €	13 212,64 €	Natura Terre	76 984,21 €	45 811,00 €	- 31 173,21 €	25 720,00 €
17 794 719,47 €	20 796 565,00 €	3 001 845,53 €	Ordures ménagères	21 245 148,00 €	21 553 300,00 €	308 152,00 €	756 735,00 €
- €	54 657,63 €	54 657,63 €	Plan climat énergie		29 050,00 €	29 050,00 €	- 25 607,63 €
233 720,38 €	234 737,00 €	1 016,62 €	Politique de la ville				- 234 737,00 €
4 766 564,83 €	5 323 497,67 €	556 932,84 €	Ressources humaines	1 515 397,41 €	1 728 232,13 €	212 834,72 €	- 3 595 265,54 €
- 48 422,27 €	10 809,00 €	59 231,27 €	SCOT				- 10 809,00 €
19 142,89 €	55 275,00 €	36 132,11 €	SIG				- 55 275,00 €
24 586,75 €	26 700,00 €	2 113,25 €	Technique				- 26 700,00 €
184 556,85 €	260 840,00 €	76 283,15 €	TIC				- 260 840,00 €
1 930 000,00 €	1 996 600,00 €	66 600,00 €	Tourisme		53 280,00 €	53 280,00 €	- 1 943 320,00 €
8 135 610,83 €	8 548 311,84 €	412 701,01 €	Transport				- 8 548 311,84 €
70 823,11 €	77 000,00 €	6 176,89 €	Cadre de vie				- 77 000,00 €
24 379,20 €	60 000,00 €	35 620,80 €	Valorisation patrimoine				- 60 000,00 €
- €	- €	- €	Espaces valléens	31 217,81 €	11 500,00 €	- 19 717,81 €	11 500,00 €

4. La section d'investissement – Prévisionnel 2022

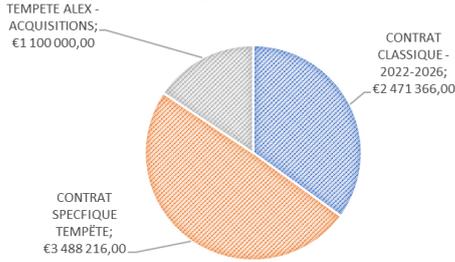
Cette section enregistre principalement les opérations correspondant à la mise en œuvre des programmes d'équipement.

4.1. Les dépenses d'investissement



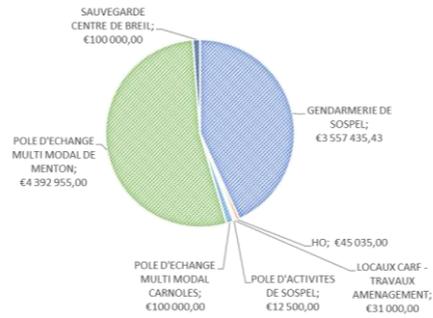
Zoom sur les principales opérations d'investissement

GEMAPI



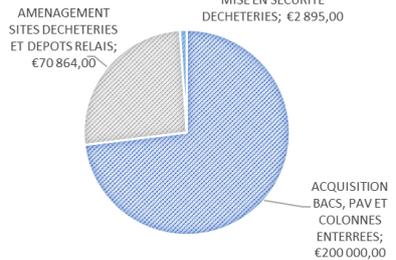
Dépenses : 7 059 582 €
Recettes : 1 199 780,00 €

SERVICES TECHNIQUES



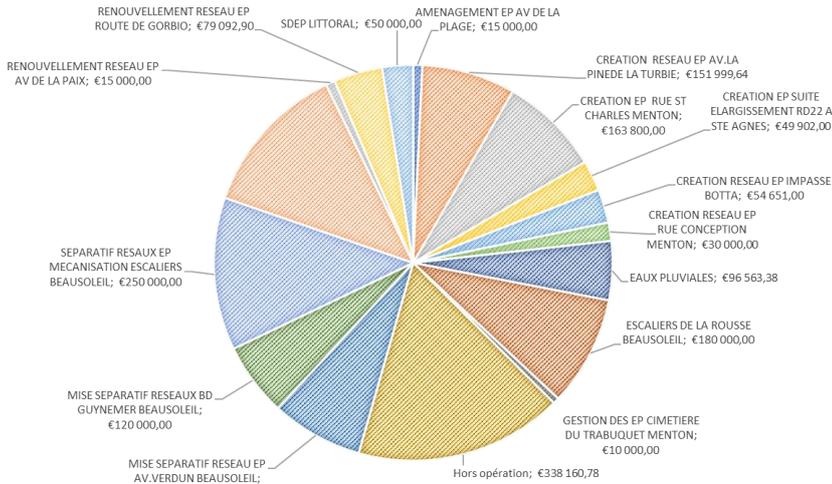
Dépenses : 8 240 925,43 €
Recettes : 2 670 628,54 €

ORDURES MENAGERES



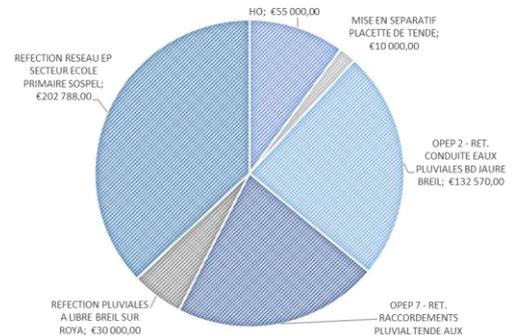
Dépenses : 273 759,00 €

EAUX PLUVIALES LITTORAL



Dépenses : 2 015 826,42 €
Recettes : 576 436,41 €

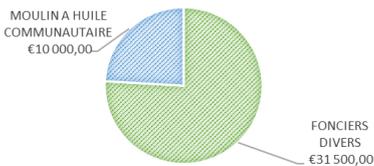
EAUX PLUVIALES REGIE



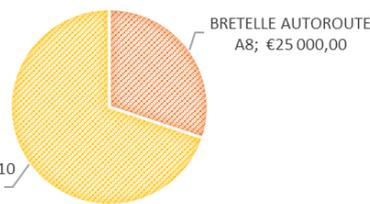
Dépenses : 578 189,00 €
Recettes : 344 239,48 €

DEV. ECONOMIQUE

AGRICULTURE

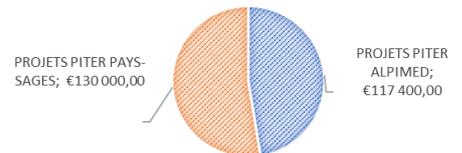


Dépenses : 71 500,00 €



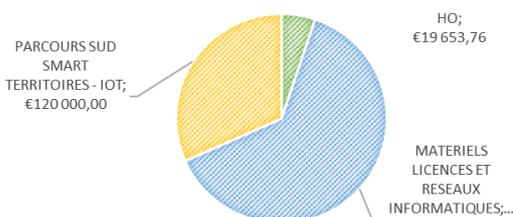
Dépenses : 82 933,10 €
Recettes : 25 876,78 €

COOPERATION TRANSFRONTALIERE



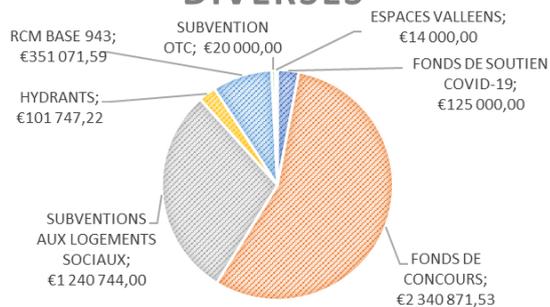
Dépenses : 277 400,00 €
Recettes : 171 487,00 €

INFORMATIQUE



Dépenses : 409 214,10 €
Recettes : 55 502,00 €

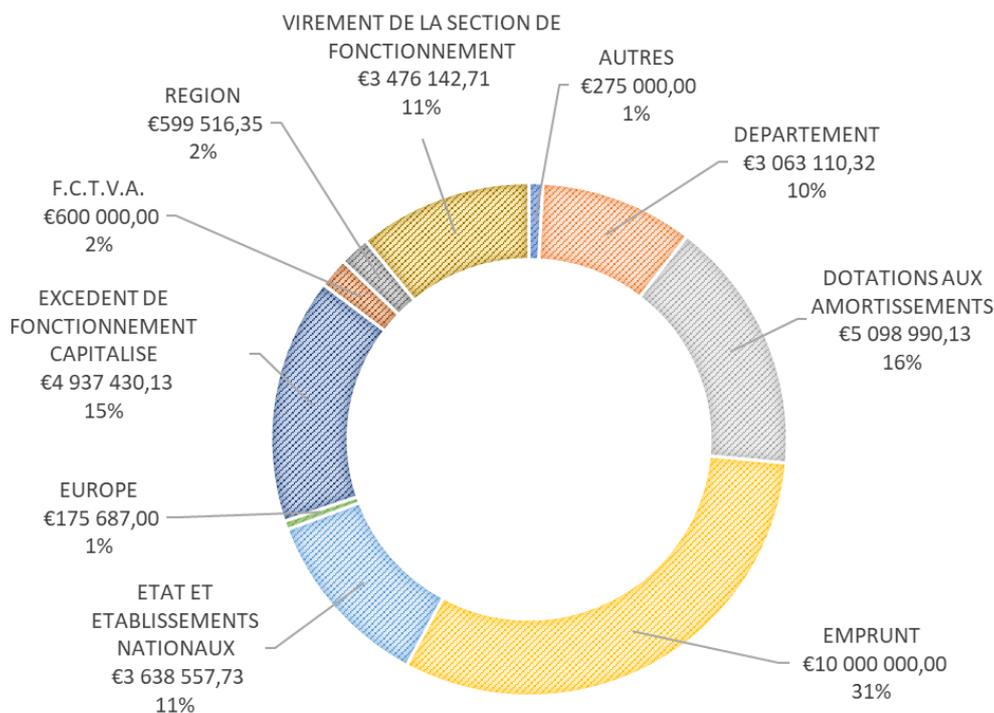
DIVERSES



Dépenses : 4 179 434,34 €
Recettes : 254 200,00 €

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
Résultat reporté	- €	1 715 626,71 €	1 407 649,58 €	- €	6 711 233,83 €	6 711 233,83 €
Dépenses d'équipement	6 113 924,41 €	9 158 532,62 €	8 569 006,60 €	11 029 376,12 €	23 292 267,39 €	12 262 891,27 €
Remboursement capital de la dette	672 560,35 €	925 752,58 €	1 068 219,60 €	1 628 629,56 €	1 675 315,26 €	46 685,70 €
Autres dépenses d'investissement	900 000,00 €	500 000,00 €	- €	- €	- €	0,00 €
Dotations aux amortissements	2 542 694,58 €	3 145 712,88 €	4 640 105,15 €	148 718,00 €	185 617,89 €	36 899,89 €
Total	10 229 179,34 €	15 445 624,79 €	15 684 980,93 €	12 806 723,68 €	31 864 434,37 €	19 057 710,69 €

4.2. Les recettes d'investissement



Le recours à l'emprunt, le versement de la section de fonctionnement lié à l'augmentation de la fiscalité et un travail important sur les subventions permettent de financer les dépenses d'investissement de 31,8 M€.

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
Résultat reporté	1 417 457,47 €	8 078,14 €	- €	789 690,67 €	- €	-789 690,67 €
Excédent de fonctionnement capitalisés	- €	- €	- €	- €	4 937 430,13 €	4 937 430,13 €
FCTVA (art 10222)	38 849,00 €	150 834,00 €	123 395,00 €	460 862,22 €	600 000,00 €	139 137,78 €
Emprunts	- €	6 000 000,00 €	10 000 000,00 €	- €	10 000 000,00 €	10 000 000,00 €
Subventions	971 438,88 €	23 600,00 €	40 926,66 €	624 756,65 €	7 751 871,40 €	7 127 114,75 €
Virement de la section de fonctionnement					3 476 142,71 €	
Dotations aux amortissements	3 032 807,28 €	3 355 463,07 €	3 955 349,94 €	4 220 180,31 €	5 098 990,13 €	878 809,82 €
Total	5 460 552,63 €	9 537 975,21 €	14 119 671,60 €	6 095 489,85 €	31 864 434,37 €	25 768 944,52 €